

LA PANDÉMIE AFFECTE TOUS LES SECTEURS

LES ENTREPRISES CRAIGNENT LE PIRE !

Page 5

CORONAVIRUS

**1.002 NOUVEAUX
CAS ENREGISTRÉS
EN 24H**

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4133 | Mercredi 18 novembre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**ACCIDENTS
DE LA CIRCULATION**

**40 MORTS
ET 1.251 BLESSÉS
EN UNE SEMAINE**

Page 5

KIDNAPPING D'ENFANTS

LA PEINE DE MORT SERA-T-ELLE APPLIQUÉE ?

Pages 4



RETRAITE

**LE MINISTRE RASSURE
SUR LA DISPONIBILITÉ
DES LIQUIDITÉS**

Page 5



EQUIPE NATIONALE

**MAINTENANT,
PLACE À LA COUPE
DU MONDE**

Page 14



5

ans de prison
à l'encontre du DG
du groupe de médias
Ennahar.

60

tonnes d'aides
humanitaires
acheminées au
profit du peuple
sahraoui.

738

migrants sénégalais
débraquent en
Espagne en l'espace
de 3 jours.

La FASM attend l'accord du MJS pour une course de motos

Le président de la Fédération algérienne des sports mécaniques, Amine Laïbi, a indiqué que son instance attend l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports pour l'organisation d'une course de motos au mois de décembre prochain à Tipasa. "Nous sommes dans l'attente d'une réponse du MJS pour organiser la course SuperMotard au mois de décembre prochain à Tipasa, selon le programme des activités de l'instance fédérale pour le reste du mandat olympique 2017-2020. Nous avons uniquement eu l'accord verbal", a affirmé le patron de la FASM à l'APS. Et d'enchaîner : "Apparemment, il est impossible d'organiser un tel événement, vu les conditions sanitaires relatives au coronavirus. Nous voulons organiser ce rendez-vous en plein air, dans une sorte de - bulle -, dans le strict respect du protocole sanitaire". Cette course permettra la sélection de motards qui formeront, à l'avenir, l'équipe nationale de cette spécialité. La FASM voulait organiser en octobre dernier sa 1^{re} course depuis l'élection d'Amine Laïbi pour le reste du mandat



olympique 2017-2020, mais les conditions sanitaires n'étaient pas au rendez-vous.

La forêt de Madagh à Oran déclarée zone sinistrée



La forêt de Madagh à Oran, récemment ravagée par un incendie, vient d'être déclarée "zone sinistrée", ce qui implique une

interdiction d'accès aux citoyens pour lui permettre de se régénérer. Cette déclaration signée par les autorités locales interdit ainsi aux citoyens de fréquenter tous les périmètres de la forêt en attendant la régénération naturelle.

Les dégâts de l'incendie, qui s'est déclaré le 6 novembre courant, ont détruit 100 hectares de forêt, 200 hectares de maquis et 100 hectares de broussailles, selon un bilan de la conservation locale des forêts.

Avant de lancer les opérations de reboisement, il faut d'abord attendre, pour donner à la forêt le temps de se régénérer naturellement, l'interdiction d'accès vise à préserver les nouvelles pousses, qui ne doivent pas être piétinées.

Il est à rappeler qu'un plan d'urgence pour le reboisement de la forêt de Madagh est en cours d'étude en concertation entre la direction de l'environnement et la conservation des forêts. Plusieurs opérations pour le nettoyage de cette forêt ont été par ailleurs organisées, avec la participation des autorités locales, les associations et de la population.

Sétif accueille la dernière partie du tournage de "Lahbel"

Le tournage de la dernière partie du film *Lahbel*, réalisé par Mesri Houari, a été entamé dans le village d'Aïn-Roua, au nord de Sétif. La plupart des scènes de ce téléfilm révolutionnaire, qui raconte les souffrances du peuple algérien dans les domaines de la médecine et de l'enseignement durant l'époque coloniale, ont été tournées dans la commune de Theniet-Ennasr, dans la wilaya de Bordj-Bou-Arreidj, tandis que le tournage des dernières séquences aura lieu dans une vieille maison à proximité du village d'Aïn-Roua baptisée Dar-Ghanem, du nom de l'un des chouhada de la région.

A l'affiche de ce téléfilm de 90 minutes, s'illustrent plusieurs nouveaux visages du cinéma et d'autres artistes célèbres tels que Fatima Hlilou, Hamza Feghouli, Oussama Ghedjati et le jeune Khaled Abderrahmane dans le rôle de Laïd, a indiqué le directeur de la Société de production, Houssam Eddine Osmani, qui interprète le rôle de l'une des figures héroïques de ce nouveau film. Le scénario a été rédigé par Abila Belamri, ayant précédemment remporté plusieurs prix, notamment celui d'"Ambassadeur de l'humanité" des personnes aux besoins spé-



cifiques, pour le scénario du film égyptien *Sarkhet ountha*, en 2019 au Caire.

D
I
X
I
T

Slimane Chenine

"Face aux développements graves que connaît le Sahara occidental, il revient aujourd'hui plus que jamais à l'Onu d'assumer ses responsabilités légales et morales pour protéger le peuple sahraoui et ses ressources économique."

Un village italien vend des maisons à... 1 euro

Pour 1 euro seulement, n'importe qui peut s'offrir une maison pittoresque dans le village d'Ollolai, située dans la région montagneuse de Barbagia, en Sardaigne.

Grâce à cette technique, les autorités locales espèrent pallier la diminution de la population et éviter qu'Ollolai devienne une ville fantôme. Sa population est en effet passée de 2.250 à seulement 1.300 au cours des 50 dernières années. Une baisse qui s'explique par le fait que les jeunes sont davantage attirés par les villes. Quiconque achète l'une des maisons doit la remettre à neuf dans les trois ans qui suivent l'achat. Pour certaines, le coût des travaux pourrait facilement atteindre les 30.000 €. Mais les autorités locales sont prêtes à mettre la main à la poche.

Contrôlé à 164 km/h le quinquagénaire n'a jamais passé son... permis

Un excès de vitesse dans le sens Paris-Toulouse, sur un axe limité à 130 km/h, rien de plus banal... la suite de l'histoire l'est moins.

Car forcément, les gendarmes ont demandé au conducteur, un dirigeant de société de 57 ans, de leur présenter son permis de conduire. Il a été incapable de fournir le document. En effet, comme le rapporte la gendarmerie sur sa page Facebook, le quinquagénaire n'a jamais possédé de permis, puisqu'il ne l'a jamais passé.

EL-GUERGUERAT

Plusieurs Associations et personnalités latino-américaines condamnent "l'attaque brutale" marocaine à El-Guerguerat

Un collectif de 62 organisations et associations de solidarité et d'amitié avec le peuple sahraoui, appuyées par 97 personnalités politiques de différentes sensibilités, originaires de douze pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont condamné l'agression militaire marocaine à El-Guerguerat ayant entraîné la fin du cessez-le-feu de 1991, réitérant leur solidarité avec le Peuple sahraoui dans sa lutte pour l'indépendance.



Région et exhorté le Secrétaire général de l'ONU et le président du Conseil de Sécurité à réactiver le processus de décolonisation du Sahara occidental par l'organisation du référendum tant attendu par le peuple sahraoui.

Par ailleurs, ils ont lancé un appel à l'Union africaine pour poursuivre ses efforts en matière de recherche d'une solution à ce conflit.

Enfin, les signataires n'ont pas manqué à réitérer les appels persistants de la communauté internationale pour nommer un envoyé spécial pour le Sahara occidental pour la reprise dans les plus brefs délais des pourparlers entre le Maroc et le Front Polisario.

Les signataires, sont, entre autres, l'Assemblée permanente Argentin des droits de l'Homme (APDH), l'Association

chilienne d'amitié avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD), l'Association colombienne d'amitié avec

le peuple sahraoui (ACOLPS), l'Association vénézuélienne de solidarité avec le Sahara occidental (ASOVESSA), la Commission nationale des droits de l'Homme de la République dominicaine (CNDH-RD), le Parti Socialisme et Liberdade du Brésil, la Fédération nationale vénézuélienne pour la défense des droits de l'homme (FENADDEH), et l'Association sahraouie des Etats-Unis d'Amérique (SAUSA).

D'imminentes personnalités ont appuyé également cet appel, dont l'Argentin, Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix, la militante péruvienne A?da Garc?a Naranjo, l'avocate et défenseuse des droits de l'Homme l'Equatorienne Annabelle Guerrero Pita, le défenseuse des droits de l'Homme de la République dominicaine, Annalisa Melandri, et le Brésilien Antonio Carlos de Andrade, défenseur des droits de l'Homme.

Des attaques intenses par l'APLS sur des sites des soldats marocains

Le ministère de la Défense sahraoui a annoncé, lundi, que les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené des attaques intensives sur les retranchements des soldats de l'armée d'occupation marocaine, le long du mur de séparation à El Guerguerat. "Les unités de l'APLS poursuivent leurs attaques intensives contre les retranchements de l'armée ennemie le long du mur de la honte marocain", lit-on dans le communiqué militaire (N° 04). "Les frappes ont ciblé le point d'alerte 71 dans le secteur Haouza, la base n 04 du secteur Amgala, en sus du bombardement de la base n 20 près d'El Rous Essebt et du point d'alerte 191 du secteur de Farsia, ciblé deux fois", précise la même source. Les attaques ont également ciblé "la base n 12 du bataillon 47 dans le secteur Oum Dreyga et la base n 04 du bataillon 63 dans le secteur Bakari", ajoute le communiqué. Le ministère de la Défense sahraoui a affirmé dans son communiqué, que "les braves unités de l'APLS continuent de bombarder les retranchements de l'ennemi le long du mur de la honte".

CNN s'intéresse à la situation préoccupante à El Guerguerat

La chaîne d'information américaine (CNN) s'est intéressée amplement, durant le week-end, dans son édition numérique à la situation préoccupante dans la zone d'El-Guerguerat au Sud-ouest du Sahara occidental, en rapportant notamment les déclarations des Sahraouis concernant la violation du cessez-le-feu par le Maroc.

Sous le titre "Le leader des indépendantistes au Sahara occidental déclare la fin d'un cessez-le feu de 29 ans avec le Maroc", la chaîne de télévision a repris les déclarations du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, formulées dans sa lettre adressée à l'ONU, dans laquelle il a indiqué qu'en lançant son agression dans

la région, le Maroc a "sérieusement sapé non-seulement le cessez-le feu et les accords militaires y afférant, mais aussi toutes les chances de parvenir à une solution pacifique et durable à la question de la décolonisation du Sahara occidental".

CNN a également repris une dépêche de l'Agence de presse sahraouie (SPS) indiquant que les forces sahraouies avaient également "lancé des attaques contre l'armée royale marocaine au Sahara occidental, causant des pertes en vies humaines et en équipements", même si le "gouvernement marocain n'a pas encore commenté ces affirmations", a précisé le média américain. L'Onu a, cependant, nié tout "harcèlement de leurs troupes",

affirme CNN, avant de reprendre les déclarations du porte-parole de l'ONU, Nick Birback, qui a indiqué "que la MINURSO s'est engagée pacifiquement" à El Guerguerat avec les manifestants sahraouis et "avec l'armée marocaine", dans le but de "réduire les tensions, depuis le début des manifestations le 21 octobre". Vendredi, des forces d'occupation marocaines les forces d'occupation marocaine sont mené à l'aube, une agression militaire dans la zone tampon d'El-Guerguerat en procédant à l'ouverture de trois nouvelles brèches illégales en violation de l'accord de cessez-le-feu signé en 1991 par les deux parties (Maroc et Front Polisario), sous l'égide de l'ONU.

La Commission de l'UA insiste sur le règlement du conflit sahraoui

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki, a exprimé sa profonde préoccupation suite aux derniers développements au Sahara occidental occupé, insistant sur le règlement du conflit sahraoui, en tant que question de décolonisation. Lors de son audience avec l'ambassadeur sahraoui en Ethiopie et représentant permanent auprès de l'UA, Lamine Abaali, au siège de la Commission à Addis Abeba, M. Faki a exprimé sa profonde préoccupation suite aux derniers développe-

ments survenus dans la région d'El Guerguerat, qu'il suit de près. Pour le diplomate sahraoui, l'obstination et l'intransigeance du Maroc, son mépris de la légalité internationale et son obstruction du processus de paix mené par les Nations-unies et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) au Sahara Occidental sont les principales raisons du retour de la guerre dans la région, outre l'inaction et le laxisme de l'ONU face aux entraves marocaines, sous toutes ses formes, visant à outrepasser le

droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, à ses violations répétées des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et au pillage de leurs richesses naturelles. Les violations et manœuvres enregistrées durant les quatre dernières décennies dénotent clairement l'absence de volonté et de sérieux dans le respect de l'accord du plan de règlement de l'ONU et de l'OUA signé en 1991, tenant le Maroc pour responsable des répercussions désastreuses induites par la fin de l'accord du cessez-le-feu.

MALI

Boukadoum propose l'élaboration d'une nouvelle feuille de route adaptée à la Transition

Le Chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, a proposé l'élaboration d'une nouvelle feuille de route adaptée aux objectifs de l'Accord de paix et à la transition au Mali, réitérant l'engagement de l'Algérie à apporter son accompagnement au processus.

"Je réitère aujourd'hui l'engagement de l'Algérie, en sa qualité de chef de file de la médiation internationale et de présidente du Comité de suivi de l'accord de paix (CSA), à tout entreprendre pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord durant cette période délicate", a déclaré M. Boukadoum à l'ouverture de la 41e session ordinaire du CSA tenue à Bamako. Dans ce contexte, "il serait important que vos travaux aboutissent dans un temps raisonnablement court au parachèvement de la mise en œuvre des actions prioritaires héritées des sessions précédentes", a dit le ministre en s'adressant aux participants.

"Nous pensons que le contexte actuel offre une excellente opportunité pour que la Partie malienne se projette sur les étapes restantes de la mise en œuvre de l'Accord à travers l'élaboration d'une nouvelle feuille de route adaptée aux objectifs et au calendrier de la Transition", a-t-il préconisé à ce propos.

DOCTEUR LYÉS MÉRABET :
"C'est parce que les dangers de la pandémie de la Covid-19 ont été sous-évalués qu'on n'a pu y répondre convenablement"

Pour le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique, c'est parce qu'on a été "trop optimiste", en sous-évaluant la situation sanitaire créée par la pandémie de la Covid-19, que l'on n'a pas su répondre convenablement aux dangers qu'elle représente pour les Algériens.

Alors que le nombre de contaminations à travers le pays ne cesse d'augmenter, franchissant la barre des 900 cas au cours des dernières 24 heures, le docteur Lyés MÉRABET signale, en outre, que 136 membres des personnels soignants sont décédés sur les quelques 10.000 à avoir été contaminés depuis l'apparition de cette maladie.

Commentant la situation créée dans le pays, il signale qu'après un calme relatif, celle-ci "est en train de s'aggraver, chaque jour", avec un flux de malades "de plus en plus important" vers les établissements hospitaliers, y engendrant, dit-il, "une pression terrible, au détriment de la prise en charge d'autres pathologies". S'exprimant, mardi, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, il observe que "tous les services de santé affichent complet", empêchant de placer un malade "nécessitant une place en soins intensifs". Cela indique clairement, selon lui, que la situation "est en train de se détériorer et de s'aggraver".

Pour celui-ci, la priorité, aujourd'hui, est de pouvoir disposer, le plus rapidement possible, des moyens de protection, lesquels, observe-t-il, "font actuellement défaut".

Après que le nombre des contaminations ait, à un moment, chuté, commente-t-il, cela a donné l'impression que l'effort consenti au début de la pandémie "n'était plus nécessaire", entraînant de fait un relâchement à tous les niveaux, "y compris en matière de disponibilité de tous les moyens de protection".

Aux fin de juguler "ce fléau", l'intervenant estime "qu'on aurait pu, depuis des mois, s'organiser autrement", en aménageant, face à l'urgence du moment, des espaces de soins de grande capacité, gérés par des pools sanitaires pluridisciplinaires.

En même temps que de mobiliser ces espaces, l'invité appelle à revoir totalement le circuit de prise en charge des malades et celui du dépistage, de créer des espaces ou confiner les personnes porteuses du virus, et d'autres réservés aux personnels de la santé. De plus, ajoute-t-il, il faudrait, parallèlement, penser à assurer la prise en charge des personnes atteintes d'autres pathologies, "reçues en matière de priorité".

KIDNAPPINGS D'ENFANTS

La peine de mort sera-t-elle appliquée ?

Le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre les crimes d'enlèvement a été adopté, hier, par l'Assemblée populaire nationale (APN).

PAR KAMAL HAMED

Les députés ont dit oui, à la majorité, à ce texte de loi qui prévoit la peine de mort contre les ravisseurs d'enfants, notamment. En attendant son adoption aussi par le Conseil de la nation, et sa promulgation dans le Journal officiel afin que les dispositions du projet de loi deviennent applicables, les ravisseurs d'enfants sont désormais avertis. Ils encourent la peine de mort, en cas de décès lors d'un kidnapping. Le texte de loi est on ne peut plus clair, à cet effet. Ainsi l'on note l'existence de peines allant de 10 et 15 ans d'emprisonnement, dans le cas où la victime est libérée dans les dix jours, au lieu d'un (1) mois actuellement dans la loi en vigueur. Ceci à la condition que la personne enlevée n'ait subi aucune forme de violence ou de maltraitance, et qu'elle soit majeure. Dans le cas de la prise de la victime en otage, ou de recours à la violence lors de son enlèvement, la peine variera entre 15 et 20 ans. La peine pourrait aller jusqu'à la perpétuité, si la victime a subi un préjudice où un handicap permanent, ou aura été prise en otage pour demander une rançon. Dans le cas où l'enlèvement a pour conséquence le décès de la victime, la peine encourue est la peine capitale.

Pour ce qui est de l'enlèvement d'un enfant, le législateur a prévu deux sanc-



tions: la perpétuité ou la peine de mort. Au titre des mesures dissuasives, les auteurs de ce type de criminalité ne peuvent bénéficier de circonstances atténuantes, ni d'adaptation de la peine.

Ainsi, ils ne pourront bénéficier de procédures de permis de sortie, de semi liberté, de placement extérieur ou de libération conditionnelle. Ils devront purger la totalité de la peine en environnement clos. Les partisans et les détracteurs de cette peine sont tous deux montés au créneau, pour étayer leurs arguments. Il faut dire que sur ce plan, il semble que les partisans de l'application de la peine de mort, notamment lorsque il s'agit d'enlèvement d'enfants suivi de décès, soient plus importants. Pour eux, en effet, l'application de la peine de mort est la solution idoine, pour châtier les criminels. Il est utile de rappeler, dans ce contexte, que la peine de mort existe déjà dans les dispositions de la Loi algérienne, et dans de nombreuses affaires

d'enlèvements d'enfants, ou autres, les magistrats ont condamné les accusés à la peine capitale. Seulement, ces condamnations ne sont pas suivies d'effet, puisque aucune exécution capitale n'a été appliquée depuis 1993. Selon les officiels, l'Algérie a adopté le moratoire qui gèle l'application de cette lourde sentence. Dans de nombreuses affaires de kidnappings, qui ont particulièrement bouleversé les Algériens, les autorités sont restées de marbre, face à la multiplication des demandes relatives à l'application de la peine de mort. Même aujourd'hui, les autorités font preuve de grande prudence, et ne veulent pas s'avancer sur cette question. Une prudence qui en dit long sur la sensibilité de la question. Mais, avec la montée de la pression populaire, les autorités, vont-ils céder et rompre le moratoire en apiquant, enfin, la peine de mort contre notamment, les ravisseurs d'enfants ?

K. H.

TRIBUNAL DE TIPASA

Report du procès d'Abdelkader Zoukh au 28 novembre

Le tribunal de première instance de Tipasa a prononcé, mardi, le report au 28 novembre courant, du procès de deux affaires de corruption impliquant l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, accusé également dans une troisième affaire de corruption, enrôlée à la même date.

Le tribunal de Tipasa a décidé l'enrôlement de ces trois affaires pour le même jour (samedi 28 novembre) en vue de "garantir un procès équitable", comme expliqué par le président du tribunal, et en réponse à la requête du parquet et de la défense, qui a motivé sa demande, par l'absence de l'avocat principal constitué pour défendre l'accusé.

L'ex-wali d'Alger, dont le procès se déroule au tribunal de Tipasa conformément à la procédure de privilège de juridiction, est poursuivi dans trois affaires de corruption, dont une reportée pour la 3e fois consécutive, et les deux autres reportées pour la 2e fois. Dans la première affaire, Abdelkader Zoukh comparait en tant qu'accusé principal. 11 personnes

sont citées comme témoins, dont l'ex-ministre Abdelghani Zaalane, poursuivi dans une autre affaire avec d'autres accusés arrêtés, parmi lesquels Tahkout Mahieddine, Tahkout Rachid, Tahkout Bilal, et Tahkout Hamid.

Les chefs d'accusation retenus contre l'ex-wali d'Alger, dans cette affaire, sont "offre délibérée de privilèges non justifiés à un tiers lors de la conclusion d'un marché et d'accords illégaux, corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts, et offre d'exonérations fiscales et de réductions sans justificatif légal".

Dans la 2e affaire, dans laquelle Zoukh comparait également en tant qu'accusé principal, au moment où Ali Haddad, arrêté dans d'autres affaires, sera cité en tant que témoin aux côtés d'autres parties. Les chefs d'accusation retenus contre l'ex-wali d'Alger, dans cette affaire, sont l'"offre de privilèges non justifiés à un tiers, et abus de fonction", selon l'arrêt de

renvoi du tribunal. Pour ce qui est de la 3e affaire, dans laquelle nombre de témoins sont cités, dont l'ancien directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, l'ex-wali d'Alger est poursuivi pour, notamment, "dilapidation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire", "utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés en vertu de sa fonction", "abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers". Le procès de l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, se déroule à Tipasa, au titre de la procédure de privilège de juridiction, qui stipule qu'un haut fonctionnaire doit être jugé par un tribunal ne relevant pas la compétence territoriale des faits pour lesquels il est poursuivi, sachant que les faits de cette affaire se sont déroulés dans la wilaya d'Alger.

Le Conseiller enquêteur auprès de la Cour suprême avait précédemment ordonné la mise sous contrôle judiciaire de l'ex-wali d'Alger, rappelle-t-on.

COOPERATION

Ait Ali reçoit l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a reçu, mardi au siège du ministère, l'Ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Madame Elisabeth Wolbers, a indiqué ce mardi 17 novembre 2020, le ministère dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Au cours de cette audience, les deux parties ont passé en revue l'ensemble des questions économiques d'intérêt com-

mun, notamment les aspects réglementaires régissant l'investissement étranger en Algérie. A cette occasion, le ministre a expliqué à son hôte, les différentes mesures, amendements et correctifs déjà pris et les principaux axes du futur code régissant l'investissement étranger en Algérie. Le ministre a indiqué, que l'Algérie escompte, à travers ce nouvel arsenal juridique et réglementaire, la

relance de la machine industrielle nationale, sur des bases solides et avec des partenaires qualifiés. Il s'est dit, par la même occasion, favorable à toute forme de partenariat avec l'Allemagne, alliée historique de l'Algérie dans le domaine industriel durant les années 70, plaidant, dans ce sens, pour des partenariats gagnant/gagnant qui s'inscrivent dans la durée. De son côté, Madame

l'ambassadeur d'Allemagne a transmis l'intérêt des entreprises allemandes à s'engager plus en Algérie après les dernières réformes engagées en matière d'investissement notamment la levée de la règle 51/49 régissant l'investissement étranger. Elle a affiché sa volonté à œuvrer pour l'amélioration des relations économiques, dans l'intérêt commun des deux pays.

LA PANDÉMIE AFFECTE TOUS LES SECTEURS

Les entreprises craignent le pire !

Les Associations patronales viennent de tirer la sonnette d'alarme. Les entreprises courent de graves risques de faillite. La pandémie virale n'a épargné, jusque-là, aucun secteur.

PAR F. ABDELGHANI

C'est le cri de détresse de la Confédération des industriels et producteurs algériens, (CIPA), qui renseigne sur les inquiétudes des chefs d'entreprises. Dans une déclaration rendue publique, Abdelwahab Ziani, président de cette Association, alerte les pouvoirs publics que *"l'économie nationale est en danger"*, au point où la pandémie virale a impacté toutes les filières, selon les propos de ce responsable patronal. Pour preuve, certaines entreprises du secteur du bâtiment sont toujours à l'arrêt,

depuis le mois de mars, et qui ont engendré, pour rappel, près de 800.000 pertes d'emploi.

Le secteur public, plus au moins épargné, fait face à une baisse de sa cadence avec un maintien au minimum de ces activités. Et la situation est la même pour le secteur des transports aériens, maritimes et terrestres, la filière textile et cuirs et les industries de transformation. Même le gros commerce subit les revers de la médaille, à travers un manque de stock d'approvisionnement, étant donné qu'il y a suspension temporaire des activités d'importation des fournitures. Pour sa part, l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) a qualifié, dans un communiqué récent, que *"la situation est au bas avec, notamment, un ralentissement des activités qui fait perdre le chiffre d'affaires pour les entreprises"*. Globalement, la production nationale a reculé à 60%, selon différents experts qui considèrent que *"malgré un déconfinement partiel durant ces quelques mois, la situation des entreprises n'a pas amorcé*

l'équilibre souhaité". Face à ce malaise, les Associations patronales demandent, en urgence, de prendre langue avec les autorités, pour voir de plus près les mesures à définir pour sauver les entreprises et les emplois.

C'est d'ailleurs cette question qui hante les entreprises qui ne veulent pas aller au licenciement des ressources humaines, dont elle a besoin, dans cette conjoncture particulière. Les patrons d'entreprises demandent au gouvernement, de les aider par des mesures de facilité, dont notamment, le report des charges sociales et des impôts, jusqu'à ce que la situation soit claire.

Ils exhortent également le gouvernement, à revoir les crédits bancaires et à débloquent les fonds nécessaires pour que les entreprises ne soient pas à perte, en finançant surtout leurs nouveaux projets. Le patronat estime, que ces mesures pourront atténuer, un tant soit peu, le goulot d'étranglement et de permettre au moins un maintien d'activité hors risque pour les mois à venir.

F. A.

MANQUE DE MOYENS POUR LUTTER "EFFICACEMENT" CONTRE L'ÉPIDÉMIE

Faut-il un telethon pour les écoles ?

PAR IDIR AMMOUR

Face à l'urgence sanitaire, le ministère de l'Éducation tente, tant bien que mal, de concilier la scolarité et la protection contre la Covid-19. Ce casse-tête se décline en autant d'appréhensions exprimées par les parents d'élèves et les syndicats de l'éducation. En effet, ces derniers ne sont pas sur la même longueur d'ondes avec la tutelle, quant aux conditions dans lesquelles s'effectue le cours de la scolarité, dans un contexte de rebond des cas de contamination à la Covid-19. Ils sont inquiets notamment, des risques de propagation et du manque de moyens pour lutter "efficacement" contre l'épidémie. Ils indiquent, que les conditions préalables, telles qu'édictées dans le protocole sanitaire élaboré par le ministère de l'Éducation, ne sont pas réunies. Ils estiment que *"beaucoup d'établissements ne disposent pas de moyens pour respecter le*

protocole sanitaire". Ils relèvent, par exemple, *"l'absence d'opérations de désinfection dans plusieurs établissements et, surtout, l'absence d'un budget spécial pour l'achat du matériel adéquat pour maîtriser la situation, face à cette crise sanitaire"*. Ils imputent la responsabilité d'une "éventuelle aggravation" de la situation sanitaire aux autorités compétentes, au vu de *"la négligence et l'insouciance constatées"*. Ils dénoncent aussi l'absence des autorités communales et des représentants des collectivités locales, dans la majorité des établissements du primaire qui dépendent des Assemblées locales. Le ministère de l'Éducation se retrouve face au mur. Il s'agit impérativement pour elle, de trouver au plus vite une parade pour rassurer élèves, parents et syndicats, et éviter à l'occasion d'éventuelles rebondissements sur le plan sanitaire et, surtout, éviter une éventuelle

année blanche si la situation s'aggrave et que les moyens adéquats ne sont pas réunis. Mais la fourniture de ce type de dispositifs médicaux nécessite un budget énorme. Alors, le ministère de l'Éducation est incapable d'y faire face. Pour ce, le ministère de l'Éducation nationale entend soumettre ses propositions au premier ministre, pour soutenir le budget scolaire, pour l'acquisition de divers matériels médicaux, en particulier celles liées à un test de coronavirus, pour préserver la santé et la sécurité des élèves et du personnel de l'éducation. Ce qui fait que le ministère de tutelle a besoin d'un don de solidarité urgent, autrement dit un téléthon pour aider les écoles à faire face à l'épidémie, sachant qu'au milieu des institutions de l'éducation, les contaminations sont en augmentation. Des proportions qui restent "maîtrisables", si les moyens sont mis à leur disposition.

RETRAITE

Le ministre rassure sur la disponibilité des liquidités

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Ibrahim Boumzar, a confirmé ce mardi, à la veille du versement des retraites et des ayants droit, que *"la liquidité sera disponible dans tous les centres de poste du territoire national"*, rapporte la Radio nationale.

Dans une déclaration à la presse, à l'occasion du lancement de la campagne nationale de stérilisation des bureaux de poste au niveau national, le ministre a indiqué que *"la liquidité est disponible"* et que *"les citoyens doivent respecter les mesures préventives et la distanciation sociale, pour empêcher la propagation du virus Covid-19"*, selon la même source.

Il a souligné que les neuf jours consacrés au versement des pensions de retraite (à partir du 18 de chaque mois) sont devenus insuffisants, et la réflexion sera portée pour prolonger cette période (à partir du 15 de chaque mois) après l'approbation du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Caisse des pensions, précise le même média.

Dans le même contexte, le ministre a évoqué l'ensemble des procédures et facilités approuvées par le secteur dans le but de

préserver l'allègement de la pression sur les postiers algériens, notamment le respect des mesures de prévention et de distanciation sociale.

Parmi ces facilités également, celles destinées à la catégorie des retraités, le Ministre a évoqué la possibilité de retirer leurs pensions par le biais d'une «procuration exceptionnelle», soulignant en même temps que cette procédure permet à une personne qui ne souhaite pas se déplacer vers les bureaux de poste, d'autoriser une autre personne en son nom à effectuer l'opération.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Ibrahim Boumzar, a confirmé ce mardi, à la veille du versement des retraites et des ayants droit, que *"la liquidité sera disponible dans tous les centres de poste du territoire national"*, rapporte la Radio nationale.

Dans une déclaration à la presse, à l'occasion du lancement de la campagne nationale de stérilisation des bureaux de poste au niveau national, le ministre a indiqué que *"la liquidité est disponible"* et que *"les citoyens doivent respecter les mesures préventives et la distanciation*

sociale pour empêcher la propagation du virus Covid-19", selon la même source.

Il a souligné, que les neuf jours consacrés au versement des pensions de retraite (à partir du 18 de chaque mois), sont devenus insuffisants, et la réflexion sera portée pour prolonger cette période (à partir du 15 de chaque mois) après l'approbation du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Caisse des pensions, précise le même média.

Dans le même contexte, le ministre a évoqué l'ensemble des procédures et facilités approuvées par le secteur dans le but de préserver l'allègement de la pression sur les postiers algériens, notamment le respect des mesures de prévention et de distanciation sociale.

Parmi ces facilités également, celles destinées à la catégorie des retraités, le ministre a évoqué la possibilité de retirer leurs pensions par le biais d'une «procuration exceptionnelle», soulignant en même temps que cette procédure permet à une personne qui ne souhaite pas se déplacer vers les bureaux de poste, d'autoriser une autre personne en son nom à effectuer l'opération.

PLF2021

Le Projet de loi adopté à l'APN

Le Projet de la loi des finances pour l'année 2021 vient d'être adopté ce mardi à l'APN, à la grande majorité par les députés, mis à part la formation du MPS, qui a voté contre, estimant que le projet n'apporte pas de solutions fortes pour faire face à la crise économique que traverse le pays. Suite au débat qui a eu lieu sur le Projet, les députés ont introduit plusieurs amendements sur le contenu du texte de loi, mais la commission des finances qui a étudié les propositions n'a validé que presque un tiers des 22 amendements approuvés par le bureau de l'APN. Entre autres, l'article 26 ou les députés ont demandé de ne pas soumettre les entreprises à l'impôt forfaitaire, pour éviter l'évasion fiscale, l'article 84 sur l'importation des huiles végétale, ou les députés ont voulu imposer un quota sur les importations. L'importation de l'or a été refusée dans l'article 79 pour cause de la situation financière du pays. Sans oublier l'article 105 qui est introduit par les députés et qui porte sur l'importation des camions et engins de moins de trois ans, pour les chantiers et de l'irrigation qui a été accepté par la commission afin de faciliter le travail des chantiers des travaux publics et ceux de l'agriculture. Ainsi, la Loi de finances 2021 table sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4,0 % en 2021, après un recul de 4,6 %, suivant les estimations de clôture de l'exercice 2020. Concernant la croissance hors hydrocarbures, elle devrait atteindre 2,4 % en 2021, 3,37 % en 2022 et 3,81 % en 2023.

Les dépenses budgétaires totales prévues pour la même période, augmenteront pour passer de 7.372,7 mds Da dans la LFC 2020, à 8.113,3 mds Da en 2021 (+10%), ensuite à 8.605,5 mds Da en 2022 (+6,07%), puis à 8.680,3 mds Da en 2023 (+0,9%).

Ces prévisions portent sur le budget de fonctionnement qui connaîtra une hausse de 5,1% au cours de la période 2021-2023, pour atteindre 5.314,5 mds Da en 2021 (11,8%), puis 5.358,9 mds Da en 2022 (0,8%), ensuite 5.505,4 mds Da en 2023 (+2,7%).

Quant aux dépenses d'équipements, elles s'élèveront à 2.798,5 mds Da en 2021 (+6,8%), ensuite à 3.246,6 mds Da en 2022 (+16,01 %), pour ensuite baisser à 3.174,9 mds Da en 2023 (-2,2 %), selon les chiffres présentés.

Le déficit budgétaire prévu pour l'année 2021 devra augmenter à 13,75 % du PIB, contre 10,4 % au titre de la LFC 2020. Pour l'inflation, le PLF 2021 prévoit "une légère accélération" en 2021, pour atteindre 4,5 %.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 40 morts et 1.251 blessés en une semaine

Quarante (40) personnes ont trouvé la mort et 1.251 autres ont été blessées, dans 1.096 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 8 au 14 novembre, à travers le pays, selon un bilan établi mardi, par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger, avec quatre morts et soixante-trois blessés, suite soixante-quinze accidents de la route, relève la même source.

Par ailleurs, concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 578 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement et les règles de la distanciation social.

MIDI



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIPASA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°/2020
NIF : 099842019001818

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Tipasa lance un avis d'appel d'offres pour :
Aménagement et réhabilitation des établissements du cycle secondaire à travers la Wilaya de Tipasa
(en lots séparés)

- Lot N°01 : Etanchéité bloc dortoir Lycée Ali Chentir - à Cherchell -
- Lot N°02 : Etanchéité demi-pension + bloc dortoir Lycée Mohamed Seghir Belarbay - à Cherchell -
- Lot N°03 : Réalisation mur de clôture et réhabilitation salle de sport Lycée Belkebir Abdellkader - à Hadjout -
- Lot N°04 : Reconstruction mur de clôture + étanchéité bloc pédagogique Lycée Taleb Abderrahmane - à Hadjout -
- Lot N°05 : Etanchéité (bloc réfectoire + bibliothèque + administration) Lycée mohamed Bakdiche - à Sidi Amar -
- Lot N°06 : Etanchéité (bloc A + administration + bibliothèque) Lycée Malek Elberkani - à Menaceur -
- Lot N°07 : Réhabilitation salle de sport Lycée Malek Ben Nabi - à Bouïsmail -
- Lot N°08 : Etanchéité bloc pédagogique Lycée Torkia Mahmoud - à Bouïsmail -
- Lot N°09 : Réhabilitation salle de sport + étanchéité des classes Lycée Hamdani Mouhamed - à Bouharoun -
- Lot N°10 : Réalisation mur de clôture Lycée mohamed Al Amine Dabaghine - à Damous -
- Lot N°11 : Réhabilitation (bureaux + salles) Lycée Khilifa Tayeb - à Ahmer El Ain -
- Lot N°12 : Démolition et reconstruction mur de clôture Lycée Khilifa Tayeb - à Ahmer El Ain -
- Lot N°13 : Réhabilitation salle de sport + étanchéité bloc pédagogique Lycée Djillali Bounaama - à Tipasa -
- Lot N°14 : Etanchéité (bloc pédagogique + salle de sport) Lycée Khaled Bousmaha - à Tipasa -
- Lot N°15 : Etanchéité bloc pédagogique + bibliothèque Lycée Zoubida Ould Kablia - à Gouraya -
- Lot N°16 : Etanchéité bibliothèque + salle de lecture Lycée Belmadani Oum el Kheir - à Fouka -
- Lot N°17 : Réhabilitation salle de sport Lycée Messeguem Abdellkader - à Fouka -
- Lot N°18 : Travaux de chauffage Lycée Eziania - à Cherchell -
- Lot N°19 : Travaux de chauffage Lycée Mohamed Seghir Belarbay - à Cherchell -
- Lot N°20 : Travaux de chauffage Lycée Ali Chentir - à Cherchell -
- Lot N°21 : Réfection réseau électrique Lycée Mhamed Abdi - à Sidi Ghiles -
- Lot N°22 : Travaux de réseau d'AEP Lycée Taleb Abderrahmane - à Hadjout -
- Lot N°23 : Travaux de chauffage Lycée Mohamed Zibek - à Chaiba -
- Lot N°24 : Travaux de chauffage Lycée Bouchaib Belhadj - à Koléa -
- Lot N°25 : Travaux de chauffage Lycée Houari Boumedlene - à Nador -
- Lot N°26 : Travaux de chauffage Lycée Bentahar Mouna - à Ain tagourait -
- Lot N°27 : Travaux de chauffage Lycée Mohamed Al Amine Dabaghine - à Damous -

-Les entreprises peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.
-L'entreprise ne peut être retenue que dans deux lots au maximum.
Les entreprises ayant un certificat de qualification et Classification professionnelle spécialité :
Bâtiment en activité principale catégorie une (01) ou plus pour les lots N°: 03,07,12,21
Hydraulique en activité principale catégorie une (01) ou plus pour le lot N°: 22
Bâtiment en activité principale catégorie une (01) ou plus avec code (étanchéité 333.3332 ou 333.3331) pour les lots N°:01,02,04,05,06, 08 ,09,13,14,15,16.
Bâtiment en activité principale catégorie une (01) ou plus avec code (chauffage 335.3522) pour les lots N°:18,19,20,23,24, 25,26,27.
Les micros entreprises (CNAC ou ENSEJ) ayant une décision d'octroi d'avantages fiscaux et aides financières pour les lots N° :10,11,17.

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des équipements publics de la wilaya de Tipasa. Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné. Dans le cas d'un groupement, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné.

La durée de préparation des offres est fixée quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) Ou la presse jusqu'à 12H00 mn .Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée le quinzième (15^{ème}) jour à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) Ou la presse jusqu'à 12 h 00 mn .

si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure jusqu'à 12 h 00 mn.

Les offres seront déposées à la DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE TIPASA.CITE ADMINISTRATIVE TIPASA. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière » selon le cas. Les enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n°...et l'objet de l'appel d'offres ».

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS PUBLICS
WILAYA DE TIPASA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
Aménagement et réhabilitation des établissements du cycle secondaire à travers la Wilaya de Tipasa
(en lots séparés)

Lot N°/2020
Soumission a ne pas ouvrir sauf par la commission d'ouverture et evaluation
DES OFFRES N°/2020

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :
1 / : le dossier de candidature contient :

Une déclaration de candidature (remplie, cacheté et signée).-Une déclaration de probité (remplie, cacheté et signée)
- Les statuts pour les sociétés -les documents relatif aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise -
Registre de commerce électronique - Certificat de qualification et classification professionnelle(en cours de validité)
spécialité Bâtiment en activité principale catégorie une (01) ou plus, Hydraulique en activité principale catégorie une (01)
ou plus ou une décision d'octroi d'avantages fiscaux et aides financières (CNAC ou ENSEJ) - Casier judiciaire -
Attestation de mise à jour CNAS-CASNOS-CACOBATH - Extrait de rôles de l'année en cours(neant ou calendrier de
paiement) - Carte d'identification fiscale - Références professionnelles (Attestations de bonne exécution) - moyens
humains- moyens matériels - Capacités financières de l'entreprise, (justifiées par les bilans financiers des trois (03)
dernières années dument visés par les services des impôts) - Chiffre d'affaires des trois dernières années - Attestation
de dépôt des comptes sociaux pour le cas d'une SARL,EURL,SNC-SPA - Affiliation CNAS et attestation de travail
pour les moyens humains.

2 / : L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire (rempli, cachetée et signée).
- Planning prévisionnel des travaux
- Le cahier des charges qui doit porter à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- Mémoire technique doit être (rempli, cacheté et signé) conforme au model ci-joint ou model similaire et suivant les pièces
présenté par l'entreprise.

3 / : L'offre financière contient :

- Lettre de soumission (rempli, cachetée et signée).
- Bordereau des prix unitaires (rempli, cacheté et signé).
- Le détail quantitatif et estimatif (rempli, cacheté et signé).
- La décomposition du prix des articles à prix global et forfaitaire.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentées de 03
mois à compter de la date de dépôt des offres.
Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera le jour correspondant à la date
de dépôt des offres à (14h00 mn) au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de TIPASA. Si ce jour
coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la
même heure « 14 h00 mn »

N . B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité

PÉTROLE - SAHARA BLEND ALGÉRIEN

Maintien de sa 3^e place du brut le plus cher de l'Opep en 2020

Le Sahara Blend, le brut de référence algérien, a maintenu sa troisième place du brut le plus cher du panier des pétroles de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) en 2020 et ce, malgré un important recul, selon les données de l'Organisation.

La moyenne annuelle des prix du brut algérien est passée de 64,20 dollars/baril en 2019 à 41,27 dollars en 2020 (jusqu'à octobre 2020), occupant la troisième place du brut le plus cher de la composante du panier de l'Opep (13 bruts) en 2020, après l'émirati Murban (42,31 dollars/baril) et l'angolais Girassol (41,59 dollars/baril)", précise l'Opep dans son dernier rapport mensuel.

En 2019, le Sahara Blend a été le sixième brut le plus cher, après l'angolais Girassol (66,11 dollars/baril), le guinéen-équatorial Zafiro (65,74 dollars/baril), le nigérian Bonny light (65,63 dollars/baril), le saoudien Arab light (64,96 dollars/baril), et l'émirati Murban (64,72 dollars/baril).

Par rapport à l'année précédente, le panier de l'Opep (ORB) était en baisse de 23,34 dollars, ou 36,5%, de 63,91 dollars/b en 2019 à une moyenne de 40,57 dollars/b jusqu'à présent cette année, selon les chiffres de l'Organisation.

Un recul de 1,22 dollar le mois d'octobre

Sur le mois d'octobre dernier seul, les cours du brut algérien ont atteint 39,76 dollars le baril contre 40,98 dollars en septembre dernier, soit une



baisse de 1,22 dollar, soit, 3,0%. Cette baisse a touché toutes les valeurs du panier de l'Opep (ORB). Sur une base mensuelle, l'ORB a diminué de 1,46 dollar, ou 3,5%, pour atteindre une moyenne de 40,08 dollars/b.

"La baisse de la valeur de l'ORB a été supérieure à d'autres références au comptant et à terme en raison de la baisse des prix de vente officiels et des différentiels de pétrole brut pendant presque tous les grades", explique l'Opep.

Ainsi, les composants du panier ouest et nord-africain, à savoir Bonny Light (Nigeria), Djeno (Congo), Es Sider (Libya) Girassol (Angola), Rabi Light (Gabon), Sahara Blend (Algérie) et Zafiro (Equatorial Guinea), ont chuté en octobre de 2,1%, en moyenne, à 38,48 dollars le baril.

Les autres bruts de l'Opep, à savoir, Arab Light (Arabie saoudite), Basrah Light (Iraq), Iran Heavy (Iran) et Koweït Export (Kuwait) ont chuté de 1,67 dollar, ou 4,0% en moyenne, pour s'établir à 40,39 dollars le baril.

L'émirati Murban a diminué de 2,0%, en moyenne, pour s'établir à 41,06 dollars/b, tandis que le Merey, le brut de référence du Venezuela a le plus diminué, chutant de 1,99 dollars, soit 7,1%, en moyenne, pour se stabiliser à 26,23 dollars le baril.

Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

La baisse du Sahara Blend et les autres composants de panier de l'Opep intervient dans un contexte de chute des prix au comptant du pétrole brut qui ont reculé en octobre pour le deuxième mois consécutif, de même que les prix à terme.

"La reprise saine attendue de la demande mondiale de pétrole au 4^e trimestre de 2020 ralentissait et les débits mondiaux des raffineries est resté faible au milieu d'une deuxième vague sévère d'infections à la Covid-19 dans plusieurs régions du monde",

explique l'Organisation.

Les attentes d'une augmentation de l'offre de pétrole brut dans les mois à venir ont également pesé sur les prix au comptant, selon la même source.

En novembre, le brut de l'Opep a débuté le mois à 35,89 dollars avant de s'établir entre 42 et 43 dollars.

Cette progression des prix de l'or noir intervient dans un contexte mondial d'espoir de reprise de la demande mondiale d'énergie affectée par la pandémie de la Covid-19.

Cet espoir est nourri par l'annonce par le groupe pharmaceutique Pfizer que le vaccin développé avec l'allemand BioNTech contre la Covid-19 réduisait de 90% le risque de tomber malade du virus.

Les prix restent aussi soutenus par la possibilité d'une nouvelle intervention des pays de l'Opep+ pour soutenir les prix et retrouver un équilibre du marché pétrolier.

R. E.

VIRTUAL AGROFOOD & PLASTPRINTPACK AFRICA 2020

Plus de 1.000 participants inscrits de 73 pays

Virtual Agrofood & Plastprintpack Africa 2020, qui aura lieu du 23 au 26 novembre, indique que tout est fin prêt pour le plus important événement virtuel de l'industrie à ce jour.

"Les participants en Afrique et dans le monde entier se mettent en réseau gratuitement et bénéficient d'une visibilité personnalisée", soulignent les organisateurs de cette importante manifestation économique et commerciale bien prisée par les entreprises africaines et algériennes, ce sens que les éditions de Agrofood et Plastprintpack qui se sont déroulées à Alger ont enregistré un vif succès et une satisfaction des différents participants.

Les chiffres de Virtual Agrofood & Plastprintpack Africa 2020 parlent d'eux-mêmes et le spécialiste allemand des salons professionnels fairtrade et ses nombreux partenaires africains ont toutes les raisons d'être fiers de cet énorme succès.

"Avec 1.000 participants inscrits de 73 pays, 75 intervenants, 45 tables rondes, des présentations et des démonstrations de produits et des exposants de 15 pays, Virtual Agrofood & Plastprintpack Africa est un événement véritablement mondial, le plus important événement industriel virtuel avec un accent clair sur l'Afrique à ce jour", déclare Paul Maerz, directeur général de fairtrade.

R. E.

A. A.

AUTOMOBILE

Seuls les consommateurs les plus agiles survivront

PSA s'attend à d'autres mouvements de consolidation entre constructeurs automobiles s'ils veulent continuer à financer les importants investissements requis par l'électrification des voitures, a dit, lundi, le président du directoire du groupe automobile français au cours de la téléconférence Reuters Automotive Summit.

"Seuls les plus agiles, dans un esprit darwinien, survivront", a déclaré Carlos Tavares.

PSA est lui-même engagé dans un projet de fusion avec le groupe italo-américain FCA, qu'il compte toujours finaliser au premier trimestre 2021.

"Jusqu'ici tout va bien", a déclaré Carlos Tavares, estimant que les

étapes les plus difficiles avant la conclusion du rapprochement avaient été franchies.

Le groupe né de la fusion "Stellantis" deviendra le quatrième constructeur automobile mondial. Il devra, notamment, définir une nouvelle stratégie en Chine, premier marché mondial où PSA a essuyé plusieurs revers.

L'industrie automobile se prépare à une décennie de profonde mutation avec la disparition programmée du diesel, la montée en puissance des véhicules hybrides et électriques et l'interdiction à terme des moteurs thermiques dans certaines villes et dans certains pays.

"Certains des constructeurs ne pour-

ront pas éviter de payer des amendes européennes (sur les émissions de CO2)", a dit le président du directoire de PSA. "Ce ne sera pas notre cas, nous sommes bien en avance sur nos objectifs."

Le groupe, qui prévoit de proposer d'ici 2025 une version électrique ou hybride pour chaque véhicule de sa gamme, limite d'ores et déjà ses investissements dans les motorisations thermiques.

Pour les moteurs qui restent, PSA décidera "très bientôt jusqu'à quel niveau d'émissions aller", a ajouté Carlos Tavares.

R. E.

OCTOBRE ROSE CÉLÉBRÉ EN TEMPS DE COVID-19

La Sapo convie les patientes et les soignants à des sorties aérées

La Sapo a reçu une attestation pour sa lutte anti-Covid 19 en partenariat lors de la journée de l'association AAMHA qui a eu lieu en parallèle à la journée de la Sapo samedi 17 octobre 2020.

PAR OURIDA AÏT ALI

La Société algérienne d'oncopsychologie (Sapo) a célébré l'octobre rose passé de manière ludique, scientifique et sanitaire au centre équestre El-Amel de Ben-Aknoun ainsi qu'en réseau au niveau national.

A cette occasion, deux journées aérées ont été organisées durant le samedi 3 et le samedi 17 octobre 2020, au profit des patientes atteintes de cancer du sein. Ces dernières étaient accompagnées de leurs soignants (médecins, paramédicaux, soignants de support). Il faut rappeler que les soignants, tout comme leurs patientes, avaient besoin de décompresser en raison du stress supporté au cours de ces longs mois de lutte contre le cancer et la pandémie de la Covid-19, qui semble vouloir durer dans le temps ! La Sapo a d'ailleurs reçu une attestation pour sa lutte anti-Covid 19 en partenariat lors de la journée de l'association AAMHA qui a eu lieu en parallèle à la journée de la Sapo le samedi 17 octobre 2020.

Virée bucolique et thérapeutique

Une virée bucolique dans ce centre thérapeutique où l'on a joint l'utile à l'agréable ; nécessaires échappées en ces temps mornes et tristes de Covid 19 pour soulager ces personnes plongées dans la lutte contre le cancer, notamment les patientes du cancer du sein à qui la vie n'a point fait de cadeau. En effet, la situation de ces patientes montre qu'elles subissent une triple peine : souffrance physique, psychologique et parfois matérielle quand le rejet de leur famille ou - surtout - du



conjoint ne vient pas s'ajouter pour compliquer leur quotidien et altérer un peu plus leur qualité de vie, même lors de leur rémission, ce sont là les propos de la présidente de la Sapo : Mme Z. Fettouchi Oukkal qui travaille sur ce volet depuis longtemps en faisant fonctionner au CPMC, depuis 1993, un dispositif de réseau pratique de soins de support bénévoles au profit de ces femmes pour atenter d'améliorer

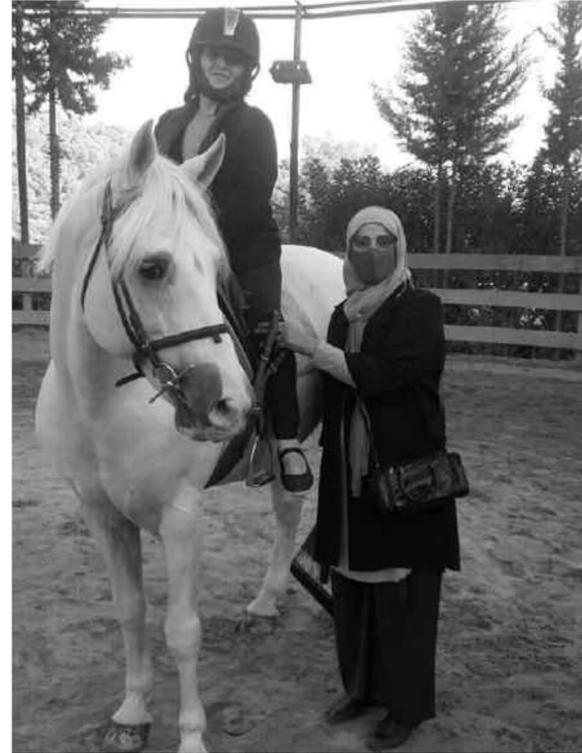
justement leur qualité de vie, cela en attendant une mise en place officielle dans les CAC avec l'accord des directions de santé, directeurs et chefs de services.

Continuer les soins en dépit de la pandémie

Actuellement, avec la Covid 19, la peur de contracter le virus a poussé des patientes à rater leurs cures ou RDV de contrôle, d'où le risque de récurrence ou d'évolution

de leur cancer.

Dans un cadre de prévention et d'éducation thérapeutique, un atelier avec des affiches reprenant 10 recommandations pour la reprise de soins sans stress a été organisé en plein air avec Mme Z. Fettouchi Oukkal pour les dames en rose et certains soignants (médecins, infirmières, biologistes, psychologues et bénévoles). L'atelier a suscité beaucoup d'échanges entre les soi-



gnants / patientes et entre ces dernières suivant leurs expériences et déboires de chacune.

Un autre atelier avec des recommandations de nutrition / diététique donnés aux patientes par Melle Célia S. Lateb, biologiste-nutritionniste membre actif de la Sapo, a été suivi avec attention.

La santé dans l'assiette

Les patientes comprenant qu'un régime alimentaire peut parfois leur sauver la vie. Un régime alimentaire, est en effet actuellement préconisé pour la prévention de l'écllosion du cancer ou sa récurrence. Les patientes, qui ont compris que certains aliments sont à prescrire et d'autres à proscrire, étaient très intéressées par les directives de l'experte en nutrition.

Lors de cette journée patientes / soignants il y a eu la tenue d'ateliers pratiques avec le contact avec des animaux : che-

vaux, poneys, chiens de différentes races, animaux de basse-cour, cela a été déstressant au plus haut point pour les participants à ces journées aérées. Ateliers soins pour chevaux, nourrir les chevaux, le groupe a même préparé le picotin et l'a servi aux chevaux et autres animaux de la ferme, la joie se lisait sur les visages des soignants et patientes affairés à s'occuper des animaux. Melle M. Benoufella, psychologue de formation, ex-stagiaire du réseau psychosocial du CPMC et présidente de l'association équestre El-Amel ainsi que sa gentille équipe, de jeunes bénévoles a fait bénéficier l'équipe (soignants, patientes et leurs enfants), de séance d'équithérapie : monter à cheval pour chacun en toute sécurité et détente.





L'équithérapie pour vaincre le stress

Un sentiment de bien-être dans ce lieu de verdure, avec un soleil agréable à proximité d'adorables animaux, a fait disparaître aussitôt peurs et angoisses, d'après Mme Fettouchi Oukkal, même les patientes ayant des séquelles de leur maladie ou suite à leurs traitements (douleurs, handicaps moteurs avec béquilles...) ont pu monter à cheval !

Une balade à travers la forêt accompagnée des chiens-loups très doux et une séance finale d'exercices de respiration et d'étirements ont fini par détendre totalement soignants et soignées et leurs enfants.

Lors de ces deux journées organisées avec peu de moyens (sans subventions) mais avec beaucoup d'amour, les participants ont été invités autour d'un bon déjeuner dans l'enclos même des chevaux lors de la première sortie. Pour la seconde sortie les invités ont été conviés à partager un succulent couscous servi en plein air, suivi d'un café accompagné de divers gâteaux avant de terminer la journée par du henné et de la tamina pour les dames en rose et petits cadeaux sous les youyous à l'occasion de la célébration du Mawlid ennabaoui.

La Sapo sur tous les fronts

Un grand bravo donc à la Sapo pour son initiative louable en ces durs



moments de pandémie et un grand remerciement à l'équipe gestionnaire du parc animalier qui a répondu aux besoins et attentes de support de la Sapo pour les soignants et patients, en ne ménageant aucun effort au grand bonheur des participants, qui auront probablement plus de facilité à poursuivre ou reprendre les soins sans stress à l'avenie. La joie et les sourires des soignants et patientes en témoignent tout au long des deux journées.

Le 29 octobre 2020, la Sapo, en par-

tenariat avec l'association Essaa Lelkheir, l'association Dar el Hassana, l'Association des paramédicaux en cancérologie du CPMC, a été invitée à participer à une campagne de sensibilisation sur le dépistage du cancer du sein organisée par le wali délégué de la daïra de Bab el-Oued dans des chapiteaux aérés au niveau du front de mer à El-Kettani. L'apport de la Sapo aux côtés des autres associations se fait par l'intervention de ses adhérents médecins oncologues actifs, qui ont

assuré les entretiens avec les patientes venues se faire dépister, à travers des questionnaires pour une meilleure orientation et cela dans un chapiteau dédié à cela. Une visite des patientes et leurs accompagnateurs se fait par la suite vers le chapiteau des paramédicaux où elles trouvent des directives et prospectus sur les techniques de palpation, puis se tournent vers la qualité de vie au cours des soins dans l'espace dédié aux soins de support avec : la psycho-oncologie et accueil, écoute et directives thérapeutiques de soutien et d'information pour un dépistage salubre, la nutrition et la diététique pour prévenir le cancer ou récidive, des directives kinésithérapeutiques pour les problèmes de douleurs et lymphœdème, des directives sociales pour les problèmes sociaux au cours de la maladie et enfin des directives socio-esthétiques pour améliorer l'image du corps et qualité de vie ainsi que des directives art-thérapeutiques pour encourager les ressources de chacune pour la réinsertion sociale et familiale.

La Sapo appelle les walis et DSP ainsi que les directeurs des CAC à la mise en place officielle des soins de support oncologiques, dans des espaces appropriés dans les CAC, aux côtés des soins conventionnels. Ces mesures vont améliorer la qualité des soins et qualité de vie des patients.

O. A. A.



OUARGLA, ÉRADICATION DE L'HABITAT PRÉCAIRE

Attribution de 100 logements PL



Une tranche de 100 logements publics locatifs a été attribuée, samedi 31 octobre, aux bénéficiaires. La cérémonie d'attribution a donné lieu également à la remise de 107 aides financières destinées à la restauration des habitats précaires.

PAR BOUZIANE MEHDI

Dans le cadre des festivités commémoratives du 66^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, le 1^{er} Novembre 1954, une tranche de 100 logements publics locatifs (LPL) a été attribuée, samedi 31 octobre, aux bénéficiaires de la commune d'Ouargla, a indiqué

l'APS, précisant que la cérémonie d'attribution, abritée par le siège de la wilaya en présence des autorités locales, a donné lieu également à la remise de 107 aides financières destinées à la restauration des habitations précaires au niveau du vieux ksar de la commune d'Ouargla.

Selon l'APS, l'évènement commémoratif a été marqué également par la remise de 300 aides aux bénéficiaires des lots de terrain à bâtir et de 500 autres aides destinées à l'habitat rural au niveau des différentes communes de la wilaya et l'occasion a donné lieu également à la mise en service du réseau d'électrification au profit de 60 foyers du quartier Boudraâ au nord de la commune de Rouissat, banlieue d'Ouargla.

La direction locale de l'énergie a expliqué que ce projet a nécessité la réalisation de deux réseaux, dont le premier de moyenne tension long de

484 mètres linéaires et le second de basse tension d'un linéaire de 2.737 mètres.

Il a été, entre autres faits saillants ayant marqué cette journée historique, procédé à l'inauguration d'un établissement scolaire du cycle moyen à la cité En-Nasr, dans la commune d'Ouargla, baptisé du nom du défunt moudjahid Abdelhamid Guidoum, cette structure pédagogique comprend 17 salles de cours, 2 laboratoires, 2 ateliers des sciences physiques, 1 salle d'informatique et 1 aile administrative.

Localisée dans la même cité, une école primaire a été baptisée, à cette occasion commémorative du 66^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, du nom du moudjahid Djelloul Guezziz.

B. M.

TLEMEN, VILLAGE DE MAÂZIZ

Mise en service du gaz de ville

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a procédé, mardi 27 octobre, à la mise en service du réseau de gaz de ville au village frontalier de Maâziz relevant de la commune de Hammam- Boughrara. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre du développement et de l'amélioration des conditions de vie des habitants des zones d'ombre a profité à 626 foyers de cette région montagneuse dans une ambiance des grands jours.

Le ministre de l'Énergie a souligné à ce titre qu'il est du devoir de l'État de s'occuper de ces zones d'ombre afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Ce projet réalisé dans le

cadre du Fonds commun des collectivités locale a nécessité une enveloppe financière de plus de 210 millions de dinars.

Abdelmadjid Attar a exprimé par ailleurs sa satisfaction concernant le taux de pénétration et de raccordement en énergie électrique et en gaz à travers la wilaya qui couvre dans les deux secteurs, l'ensemble des 53 communes de la wilaya. De nombreux projets similaires sont en cours de réalisation dans d'autres zones d'ombre et vont être achevés ont indiqué des responsables de l'entreprise Sonelgaz avant la fin de l'année en cours.

Le ministre a, entre autres, mis

l'accent sur la nécessité de renforcer l'électrification agricole qui constitue une autre priorité du programme du président et d'offrir les facilités de paiements aux fellahs.

Les habitants de Maâziz, qui ont longtemps souffert du manque de bouteilles de gaz butane, ont exprimé leur joie devant ce nouvel acquis en dépit des nombreux problèmes dont souffre ce village notamment l'état dégradé des routes et le manque d'eau potable.

Le ministre de l'Énergie Abdelmadjid Attar avait entamé une visite de travail de Tlemcen.

APS

CONSTANTINE

20 accords de partenariat signés au Salon du bâtiment

20 accords de partenariat ont été signés entre opérateurs locaux en marge de la 3^e édition du salon du bâtiment et travaux publics de l'est du pays, clôturé dimanche 25 octobre à Constantine.

Tenue au sein du complexe culturel Ahmed-Bey, cette manifestation économique a donné lieu à la signature de 20 conventions de partenariat entre des opérateurs locaux du BTP pour des approvisionnements en matériaux (ciment, rond à béton, graisses, céramique, produits plastiques du bâtiment) ou pour l'ouverture d'antennes d'entreprises à Constantine.

Le salon organisé par l'entreprise privée Sun-flower a enregistré un chiffre record de visiteurs avec 7.000 personnes.

En dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, cette édition a attiré pas moins de 84 opérateurs publics et privés producteurs de matériaux, d'équipements et d'engins pour les intervenants du secteur du BTP.

MEDEA

Ouverture du tronçon vers El-Hamdania

Le tronçon routier El-Hamdania-Médéa a été ouvert à la circulation automobile, dans les deux directions, lors d'une cérémonie présidée par le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali.

Ce tronçon, d'un linéaire de 7 kilomètres, est la dernière section de l'autoroute Nord-Sud, reliant le nord du pays aux régions du Sud, qui était encore en chantier, alors que les autres sections s'étendant sur plus de 46 kilomètres entre El-Hamdania et Berrouaghia, avaient été mis en exploitations au cours des deux dernières années.

L'ouverture à la circulation de cette section met, ainsi, un terme à la longue attente des usagers de l'autoroute Nord-Sud et marque la fin des désagréments engendrés par les travaux menés au niveau de cette section d'autoroute.

Son entrée en exploitation constitue un grand acquis, aussi bien pour la wilaya de Médéa que pour l'ensemble des régions desservies par cette autoroute.

APS

PÉROU

Contesté par la rue, le Président intérimaire démissionne

Vivement contesté par la rue et fragilisé par le départ de son gouvernement, le président intérimaire du Pérou, Manuel Merino, a annoncé, dimanche 15 novembre, sa démission lors d'une allocution télévisée, seulement 5 jours après son entrée en fonctions.

Ancien chef du Congrès péruvien, M. Merino était devenu Président par intérim le 10 novembre, à la suite de la destitution du Président Martin Vizcarra. Le Parlement avait voté la veille la destitution du chef de l'État pour "incapacité morale", M. Vizcarra étant accusé d'avoir reçu des pots-de-vin alors qu'il était gouverneur en 2014. Depuis samedi, le Président par intérim était d'autant plus fragilisé : des manifestations demandant son départ



ont été violemment réprimés par la police et au moins 2 manifestants ont été tués à Lima, la capitale, lors d'affrontements.

La mort d'un manifestant de 25 ans a été annoncée par le fonctionnaire Alberto Huerta, du bureau du Défenseur du peuple, entité publique chargée de veiller au respect des

droits humains au Pérou. Son cadavre est arrivé à l'hôpital Almenara, a-t-il précisé, ajoutant que "la victime avait des blessures par plomb de chasse au visage et au cuir chevelu, selon le médecin". Plus tard dans la soirée, les services de santé ont annoncé la mort d'un jeune homme de 24 ans, blessé par balle au thorax.

Les hôpitaux de Lima ont aussi recensé 13 blessés.

Réagissant à la répression violente des manifestations, le chef du Congrès péruvien, Luis Valdez, a demandé la démission "immédiate" du nouveau Président et a convoqué une réunion d'urgence pour procéder à la succession présidentielle.

Une dizaine des 18 ministres du président Merino, dont le ministre de l'Intérieur, ont annoncé leur démission, samedi soir, après la répression policière, selon les médias locaux.

Les manifestants soutiennent l'ancien Président Martin Vizcarra.

ÉTHIOPIE

Les forces du Tigré frappent la capitale de l'Érythrée

Plusieurs roquettes, tirées depuis la région éthiopienne dissidente du Tigré, ont touché la capitale de l'Érythrée frontalière, Asmara, samedi, une escalade importante qui renforce les craintes que le conflit entre Addis Abeba et les autorités du Tigré dégénère. Dimanche, le président de cette région dissidente a revendiqué ces tirs.

Le conflit entre les forces fédérales éthiopiennes et le Tigré va-t-il déborder au-delà des frontières nationales ? Des roquettes tirées depuis la région tigréenne ont touché la capitale de l'Érythrée voisine, Asmara, samedi 14

novembre. Cette escalade renforce les craintes que le conflit interne à l'Éthiopie hors de ses frontières, alors que les deux pays ont déjà mené une guerre meurtrière entre 1998 et 2000.

Deux diplomates basés à Addis Abeba ayant requis l'anonymat ont indiqué à l'AFP que "plusieurs roquettes étaient tombées samedi à proximité de l'aéroport d'Asmara". La radio érythréenne d'opposition Erena, basée à Paris, citant des habitants d'Asmara, rapporte également que quatre "missiles" ont touché la capitale de l'Érythrée.

Le président de la région dirigée par le

Front de libération des Peuples du Tigré (TPLF), qui défie depuis plusieurs mois l'autorité du gouvernement fédéral éthiopien, a revendiqué dimanche 15 novembre les tirs de roquette.

"Les forces éthiopiennes utilisent elles aussi l'aéroport d'Asmara pour faire décoller les avions qui bombardent le Tigré, ce qui en fait un cible légitime", a déclaré à l'AFP Debrezion Gebremichael, accusant en outre une nouvelle fois l'armée érythréenne d'être engagée dans des combats au sol au Tigré.

JORDANIE

Les résultats des législatives célébrées par de nombreux tirs

Les images des tirs, diffusées sur les réseaux sociaux du royaume, ont constitué un choc.

On y voit des rafales de mitrailleuse strier l'obscurité. Un homme enfoulardé, dressé sur le toit d'un pick-up, un fusil au bout du bras, qui crache des gerbes de feu dans la nuit. Un autre vidant le chargeur de sa Kalachnikov au-dessus d'une foule de badauds. On voit même un garçonnet, équipé d'un M16 plus grand que lui, qui tiraille dans le ciel comme s'il était à la fête foraine.

Du nord au sud du pays, de Jerash à Ma'an, en passant par la banlieue d'Amman, ces scènes d'anarchie se sont répétées. La raison de ce défouloir géant ? La publication du résultat

des élections, organisées la veille, au Majlis al-Nuwab, dotée de tout petits pouvoirs législatifs. "C'était absolument sidérant", rapporte Noha Ahmed, une avocate, qui depuis le balcon de son appartement a assisté à ces fusillades. "Certains tiraient parce que leur champion avait gagné, d'autres tiraient parce qu'il avait perdu. Ça ressemblait à la guerre".

Le phénomène des tirs est très fréquent dans certaines régions rurales ou périurbaines du monde arabe. Ce viril rituel vient ponctuer les grands événements de la vie : succès électoral, mariage, enterrement ou même la réussite d'un enfant au baccalauréat. A intervalles réguliers, les autorités promettent de sévir contre cette pra-

tique qui cause de nombreux morts et blessés.

Elles durcissent la législation, lancent des campagnes de sensibilisation, et proclament la tolérance zéro. Au mois d'avril, une vidéo tragicomique a circulé sur Internet montrant le retour dans son village d'un homme libéré de prison. A peine descendu de voiture, le héros du jour est tué par accident par son cousin, venu l'accueillir avec des coups de feu en l'air.

Mais cette fois-ci, les fanatiques de la gâchette sont peut-être allés trop loin. L'arsenal exhibé dans les vidéos, parfois digne d'un blockbuster américain, a donné des sueurs froides à tout le pays.

Agences

MAURITANIE

Inquiétude face à la montée des tensions au Sahara occidental

Les partis politiques de la majorité et de l'opposition représentés au Parlement se disent inquiets par la reprise des hostilités près des frontières nord du pays entre le Maroc et le Front Polisario. Les indépendantistes avaient coupé, il y a trois semaines, l'unique point de passage entre la Mauritanie et le Maroc. Le royaume dit avoir lancé une opération pour rouvrir le point de passage de Guerguerat situé à 55 kilomètres au nord de Nouadhibou.

La reprise des affrontements entre le Front Polisario et le Maroc préoccupe la classe politique mauritanienne et plus particulièrement le parti au pouvoir. Son secrétaire général invite les parties en conflit à l'arrêt des hostilités pour la préserver la paix dans la région. "Nous, au niveau de l'UPR, tenant compte un peu de notre proximité avec les citoyens des deux partis en conflit, on observe avec beaucoup d'inquiétude et beaucoup d'attention ce qui se passe et nous pensons que la sagesse va l'emporter", espère Fall Nguissaly.

Dans les rangs de l'opposition parlementaire, Lo Gourmo, le vice-président de l'Union des forces de progrès (UFP), appelle à une intervention urgente de l'Union africaine et de l'Onu pour un retour rapide au cessez-le-feu. "Il est temps que les organisations internationales, l'Onu en particulier et l'Union africaine prennent leurs responsabilités, et qu'il y ait une reprise immédiate des pourparlers pour que la solution soit trouvée." Depuis 2006, la Mauritanie importe des centaines de milliers de tonnes de fruits et légumes du Maroc. L'occupation par le Front Polisario du point de passage de Guerguerat a entraîné l'arrêt de ces importations et une flambée sans précédent des prix sur les marchés.

Agences

ARABIE SAOUDITE

L'extrémisme religieux face aux réformes

L'Arabie saoudite et son idéologie wahhabite, de laquelle découle le salafisme, ont toujours été l'un des moteurs du terrorisme islamiste à l'échelle nationale, régionale et internationale...

Deux attentats en deux semaines ont visé des cibles occidentales en Arabie saoudite. Le prince héritier du royaume, Mohamed Ben Salmane, l'assure pourtant, Riyad met tout en œuvre pour éradiquer "toute idée extrémiste. Nous allons continuer de frapper d'une main de fer tous ceux qui veulent nuire à notre sécurité et stabilité", déclarait le 12 novembre Mohamed ben Salmane (MBS), prince héritier d'Arabie saoudite, en s'adressant au Conseil de la Choura, l'organe consultatif officiel du royaume. "Nous continuerons à nous confronter à tout comportement et toute idée extrémiste", ajoutait-il.

Posture politique ou réelle ambition ?

Le fils du roi Salmane est monté au créneau après la deuxième attaque en deux semaines contre des cibles occidentales dans le royaume. Mais ces promesses de lutte acharnée contre le terrorisme sont-elles crédibles? Historiquement, l'Arabie saoudite et son idéologie wahhabite, de laquelle découle le salafisme, ont toujours été l'un des moteurs du terrorisme islamiste à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Roland Lombardi, historien, analyste, notamment des problématiques liées au Moyen-Orient, auteur de l'essai *Poutine d'Arabie* (Éd. VA, 2020), estime que "ces promesses sont à prendre au sérieux".

"L'Arabie saoudite d'aujourd'hui n'est pas celle d'avant 2015", souligne-t-il au micro de Sputnik. À partir de l'avènement du roi Salmane en 2015 et la prise de pouvoir politique en 2017 de son fils, le prince héritier Mohamed ben Salmane, qui se présente en réformateur, "il y a eu un tournant dans la politique régionale et intérieure de l'Arabie saoudite. Le royaume a, à partir de ce moment, considérablement durci le ton et sa politique vis-à-vis de la sphère religieuse, pourtant très puissante auparavant", développe-t-il.

Pressions des USA et de la Russie

Mais ce changement n'est pas tombé du ciel, précise le consultant en géopolitique. C'est en partie sous l'impulsion de Washington que celui-ci a vu le jour.

"Une fois élu fin 2016, Donald Trump a mis une pression importante sur Riyad pour qu'il en finisse avec les



jeux troubles du passé et les liaisons dangereuses entre le pouvoir politique et les mouvements djihadistes et salafistes."

Donald Trump a, entre autres, menacé le royaume de ne plus lui fournir la protection militaire dont il dispose aujourd'hui. Or, du point de vue sécuritaire, l'Arabie saoudite est, aujourd'hui comme hier, totalement dépendante du parapluie militaire américain.

Même si l'armée saoudienne s'est considérablement développée grâce aux pétrodollars et qu'elle a pu ache-

ter du matériel à la pointe de la technologie, elle est restée relativement faible comparée aux autres puissances militaires régionales. En atteste son intervention au Yémen en 2015, qui ne devait durer que quelques jours et qui n'est, aujourd'hui encore, toujours pas finie. Les dirigeants saoudiens prennent vraiment la menace au sérieux quand les États-Unis menacent de leur retirer leur soutien.

les wahhabites toujours actifs

"Le prince héritier MBS a commencé

à faire le travail. En 2016, l'Arabie saoudite a mené une répression importante dans le pays, voire dans la région, des groupes salafistes dangereux", explique Roland Lombardi.

Le prince saoudien était d'autant plus disposé à obtempérer que le son de cloche qu'il a entendu à Moscou faisait écho à celui de Washington. Quand MBS se rend en Russie pour une visite historique en 2017,

"Vladimir Poutine tient un discours qui, sur le fond, se rapproche de celui de Donald Trump, à savoir que les deux pays pouvaient entretenir une relation fructueuse, en particulier au niveau économique, mais qu'il fallait que l'Arabie saoudite mette un terme à ses jeux troubles avec les mouvements extrémistes", souligne l'historien.

Isolé régionalement face à l'alliance entre la Turquie et le Qatar d'un côté, et l'Iran et ses alliés de l'autre, Riyad a agi en conséquence. MBS a fait des efforts, "il a quand même mis des oulémas [prêcheurs wahhabites souvent considérés comme radicaux, ndlr] derrière les barreaux. Notamment au moment de la purge qu'il a faite en 2017", lorsqu'il a enfermé au Ritz Carlton de Riyad des centaines de hauts responsables saoudiens. Parmi eux figuraient majoritairement des figures politiques, mais également religieuses.

Pour illustrer son propos, Roland Lombardi cite l'affaire controversée du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Au-delà des circonstances atroces de sa mort, si celui-ci a été tué, c'est parce qu'il était une voix d'opposition qui dérangeait le pouvoir, mais aussi parce qu'il était proche des Frères musulmans, notamment via sa conjointe. "Il a fait d'une pierre deux coups", estime Roland Lombardi.

Les travaux "d'Hercule" de MBS

Ce dernier juge donc que les efforts du nouvel homme fort de Riyad pour en finir avec les franges les plus radicales du pays ne sont pas que des paroles en l'air. Néanmoins, l'historien reste lucide sur le travail herculéen qu'il reste à faire dans le royaume :

"Étant donné que l'Arabie saoudite est la source du wahhabisme et donc du salafisme dans le monde arabe, il y aura toujours, malgré les purges, des forces qui continueront de faire du prosélytisme et à vouloir agir de manière brutale."

Les attentats successifs visant des cibles occidentales qui ont eu lieu ces dernières semaines sont là pour rappeler que l'idéologie mortifère salafiste n'en est pas à son dernier coup de sabre en Arabie saoudite.

ÉQUIPE NATIONALE

Maintenant, place à la Coupe du monde



Après la qualification à la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2021) au Cameroun, les regards se tournent, désormais, vers la Coupe du monde 2022 au Qatar qui constitue l'autre nouveau défi pour le sélectionneur national Djamel Belmadi.

PAR MOURAD SALHI

Pour les Verts, la route vers le Mondial qatari commencera à domicile face au Djibouti. Le premier des six matchs de qualification du groupe A à ne pas rater pour les coéquipiers de Riad Mahrez pour entrevoir la suite du parcours sous de bons auspices. L'Algérie, championne d'Afrique en titre, affrontera par la suite le Burkina Faso et le Niger. Les hommes de Djamel Belmadi ne devraient pas rencontrer beaucoup de difficultés pour passer l'écueil de ses trois prochains adversaires. Victorieuse de la dernière Coupe d'Afrique des nations 2019, en terre égyptienne, la sélection algérienne est bien décidée d'aller au Mondial 2022. Le sélectionneur national Djamel Belmadi, lui aussi, rêve, désormais, d'un sacre mondial avec les Verts. "On va d'abord penser à se qualifier et ce ne sera pas aisé. Mais si on a la chance d'y être, on n'ira pas avec cette idée de participer. Il faut croire en l'impossible. Avoir de l'ambition. Vivre une Coupe du monde dans le pays où je suis né comme entraîneur,

j'y vois un signe du destin...", a déjà lancé l'entraîneur Belmadi.

Les Verts, qui ont manqué Russie 2018, auront forcément à cœur de goûter à nouveau aux joies d'une Coupe du monde, huit ans après. Le sélectionneur national avoue que son équipe commence à prendre une autre dimension, notamment après le titre africain remporté haut la main sur le sol égyptien.

"Je pense qu'on commence à atteindre un niveau supérieur, on fait partie des grandes équipes, et jouer face à l'Algérie ne sera pas facile. Les joueurs étaient à l'écoute des choses qu'on a proposées. Ils ont envie d'aller jouer la Coupe du monde et de faire un beau parcours, c'est notre but. Maintenant, on va travailler encore plus pour atteindre nos objectifs", a déclaré l'entraîneur Djamel Belmadi.

Le Burkina Faso, l'un des adversaires des Verts, n'est plus cette sélection des Étalons qui avait atteint le dernier tour qualificatif du Mondial 2014 éliminée par l'Algérie ou encore la finale de la CAN 2013. Le Burkina Faso n'avait pas réussi à se qualifier pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 disputée l'été dernier en Égypte. Les stars de l'équipe

par le passé ont pris leur retraite internationale et la nouvelle génération peine à s'imposer sur le continent africain.

Le Niger et surtout Djibouti sont considérés comme des petits poucets africains et leur présence au second tour est déjà considérée comme un grand exploit. Mais le sélectionneur national refuse de voir les choses de cet ogle. Belmadi appelle à respecter toutes les équipes et les prendre toutes au sérieux. C'est vrai, l'Algérie est favorite, mais une certaine méfiance doit être de mise et ne pas se laisser faire. La sélection algérienne, aux yeux des spécialistes en la matière, possède les moyens nécessaires pour réaliser un bon parcours dans ces éliminatoires.

Le 2e tour des éliminatoires (zone Afrique) de la Coupe du monde 2022 au Qatar, dont le début était prévu en octobre dernier, a été reporté à une date ultérieure, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). Les éliminatoires devront avoir lieu ainsi en 2021, comme cela a été décidé il y a quelques jours pour la zone Asie.

M. S.

Riyad Mahrez égale Rafik Saïfi

Auteur d'un but splendide aujourd'hui face à la formation du Zimbabwe, Riyad Mahrez est arrivé à la hauteur de l'ancien international algérien Rafik Saïfi au classement des buteurs avec 18 réalisations. Le capitaine des verts a inscrit aujourd'hui un magnifique but Tout en finesse et a réussi à égaliser le nombre de buts inscrits par Rafik Saïfi en 65 matchs avec les Verts, contre 61 sélections pour Mahrez. Riyad Mahrez a aussi creusé l'écart avec Baghdad Bounedjah qui en est à 16 réalisations après son but le match précédent au 5-Juillet.

CAN 2021 - ELIMINATOIRES (GR. H – 4^e J)

Le Botswana bat la Zambie

Le Botswana s'est imposé face à la Zambie (1-0), ce lundi à Francistown en match comptant pour la 4e journée (groupe H) des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN

2021, prévue en 2022 au Cameroun. L'unique réalisation de la partie a été inscrite à la 6e minute par l'entremise de Mosha Gaolaolwe. A la suite de ce succès étonnant, le premier dans ces éli-

minatoires, le Botswana remonte à la 3^e position, avec 4 points, alors que la Zambie rétrograde à la 4^e place (3 pts).

MONDIAL 2021 –

PRÉPARATION

Double confrontation amicale algéro-bahreïnienne en janvier

La Fédération bahreïnienne de handball a annoncé avoir conclu un accord avec son homologue algérienne pour la programmation de deux matchs amicaux en janvier prochain à Manama, dans le cadre de la préparation des deux sélections en vue du Championnat du monde 2021, prévu en Egypte du 13 au 31 janvier.

Selon les termes de cet accord, les sélections bahreïnienne et algérienne s'affronteront les 8 et 10 janvier 2021 à Manama avant de s'envoler pour l'Egypte pour prendre part à la 27^e édition du Mondial.

La sélection algérienne, sous la conduite de l'entraîneur français Alain Portes, avait entamé sa préparation en septembre dernier (18-28) au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba), après plusieurs mois d'inactivité en raison de la pandémie de Covid-19.

Mais le coronavirus est venu une nouvelle fois perturber cette préparation avec l'annulation du stage des joueurs locaux prévu en octobre à Alger, en raison de la découverte de cas de Covid-19 au sein du groupe. Le Sept algérien est depuis à l'arrêt.

Au Mondial-2021, l'équipe nationale fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

De son côté, la sélection bahreïnienne a débuté sa préparation en octobre dernier avec un stage à domicile avant de se rendre en Egypte pour une double confrontation perdue contre le Sept égyptien.

Le Bahreïn devrait prendre part dans les prochains jours à un tournoi international. Au Mondial-2021, le Bahreïn, dont ce sera la quatrième participation à un Championnat du monde, figure dans le groupe D aux côtés du Danemark, de l'Argentine et du Congo.

APS

ENQUÊTES
CRIMINELLES



21h00



Tout commence en octobre 2017. Quarante-huit heures après avoir mystérieusement disparu, Alexia Daval, 29 ans, est retrouvée morte dans un bois à quelques kilomètres de son domicile de Gray-la-Ville (Haute-Saône). Alors que tout le monde pense que la jeune femme a croisé un prédateur lors de son jogging matinal, les gendarmes s'orientent dans le plus grand secret vers une piste incroyable, celle du mari. Trois jours après l'ouverture du procès de Jonathann Daval pour le meurtre de son épouse Alexia, cette soirée spéciale en direct propose des témoignages inédits et passe en revue les tout derniers rebondissements d'une affaire qui a passionné la France entière

ENQUÊTE SOUS
HAUTE TENSION



21h00



À Valence, dans la Drôme, 730 gendarmes dont une soixantaine d'hommes lourdement armés sont spécialement formés pour des opérations à haut risque. Sur l'autoroute du Soleil, les gendarmes du peloton d'autoroute traquent les bandes organisées qui sévissent sur les aires de repos, et dont les cibles sont les touristes étrangers, qui prennent la direction du sud. En été sur l'A7, près de 150000 véhicules se croisent tous les jours et les bandes d'arrêt d'urgence sont particulièrement surveillées. L'espérance de vie d'un piéton à cet endroit ne dépasse pas les vingt minutes. Les forces de l'ordre sont aussi confrontées à l'augmentation des violences familiales

LA MALADROITE

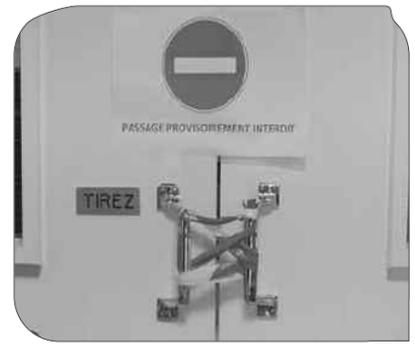


21h00



Sur le parking d'un centre commercial, un soir, des parents affolés s'agitent autour d'une voiture. Ils appellent en vain Stella, personne ne répond et l'angoisse les étirent... Quelques mois auparavant, Stella a fait sa toute première rentrée scolaire, elle a 6 ans. Elle a un grand frère et une petite soeur déjà scolarisés, mais pour elle, c'est la découverte de l'école. Curieuse, exubérante, méconnaissant toute discipline scolaire et souvent absente, elle intrigue Céline, sa maîtresse. Le père très présent a expliqué que leur fille souffrait d'une maladie qu'on ne savait guérir

PIÈCES À CONVICTION



21h00



Plus de 15 000 résidents d'Ehpad sont morts de la Covid-19 entre février et juillet 2020. C'est presque une victime sur deux de la pandémie pendant cette période. Dans de nombreux établissements, l'irruption du virus a tourné à l'hécatombe : 20 morts à Buzançais dans l'Indre, 27 morts à Cornimont dans les Vosges, 40 décès à Mougins dans les Alpes-Maritimes... L'épidémie a frappé sans distinction : Ehpad publics et ceux appartenant à de grands groupes privés ont été touchés de plein fouet. L'enquête de «Pièces à conviction» révèle que pendant le confinement au printemps dernier, l'ensemble de la prise en charge des résidents d'Ehpad a été défaillante



LA SELECTION
DU MIDI LIBRE

MON ROI



21h00



À la suite d'une sévère chute à ski, Tony doit suivre des soins dans un centre de rééducation. Cette parenthèse qui devrait durer au moins cinq semaines lui offre l'occasion d'un retour sur sa liaison avec le charismatique Georgio, restaurateur séduisant, charnel, mais aussi imprévisible et destructeur ; un pervers narcissique face auquel Tony a connu la joie, le bonheur, bien sûr, mais surtout la déception et la douleur. Après cette passion folle, brutale, intense, jeu de montagne russe émotionnelle, ce fut la chute

LOUP



21h00



Sergueï est un Évène, un nomade éleveur de rennes qui vit dans les montagnes de Sibérie orientale. À l'âge de 16 ans, il est nommé gardien de la grande harde du clan de Batagai. Ce clan - dont le chef n'est autre que son père - est composé de quatre familles et de leur harde de 3 000 rennes qu'ils conduisent d'un alpage à l'autre au gré des saisons. Dans cette immensité, le loup rôde et menace en permanence les rennes, unique richesse et fierté des Évènes. Dès son plus jeune âge, Sergueï a appris à chasser et abattre les loups sans état d'âme. Jusqu'à un jour où sa rencontre avec une louve et ses quatre adorables louveteaux va bouleverser toutes ses certitudes

LE MEILLEUR
PÂTISSIER



21h00



Direction l'Alsace pour une escapade gourmande au pays du bretzel ! Pour cette 7e semaine de concours, les huit pâtisseries encore en lice partent en virée dans l'une des plus belles régions de France. «Le défi de Cyril : le mannele». Les candidats ont deux heures pour transformer le mannele, ce petit biscuit alsacien qu'on offre pour célébrer la Saint-Nicolas, en un véritable gâteau pâtissier à leur effigie. À eux de rivaliser de gourmandise et d'imagination pour réaliser le plus fidèle des auto-portraits en gâteau, sans oublier d'y intégrer les épices typiques de cette spécialité alsacienne ! ; «L'épreuve technique de Mercotte : le storichenescht»

GREY'S ANATOMY



21h00



Owen et Link ont opéré une femme âgée qui, après son réveil en chirurgie, ne peut pas arrêter de chanter. L'ex-femme, de Koracick, qu'il ne voyait plus, vient lui demander de l'aide à l'hôpital. Teddy soutient Koracick et l'aide à encaisser cet événement qui lui cause un choc. Pendant ce temps, Meredith, Bailey et Maggie concentrent leurs efforts sur un patient dont le diagnostic est compliqué à poser



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine : 100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine - Tél/Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.
Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 02100007113000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha
Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	05:59
Dohr	12:33
Asr	15:17
Maghreb	17:40
Icha	19:01

PÉTROLE

Les prix grimpent après l'annonce de Moderna sur son vaccin

Les prix du pétrole ont nettement progressé, après l'annonce par la société de biotechnologie américaine Moderna, de premiers résultats probants pour son vaccin contre la Covid-19. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 2,43%, ou 1,04 dollar, par rapport à la clôture de vendredi, à 43,82 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour décembre s'est apprécié de 3,02%, ou 1,21 dollar, à 41,34 dollars. "L'annonce d'un deuxième vaccin vient renforcer le sentiment positif du marché aujourd'hui", a estimé Bjornar Tonhaugen, analyste de Rystad. D'après un communiqué, Moderna a annoncé lundi que l'analyse des tout premiers cas d'un grand essai clinique en cours aux Etats-Unis montrait une efficacité à 94,5% de son vaccin contre la Covid-19. "Un second remède à la Covid-19 montre qu'un programme de vaccination à grande échelle, avec des quantités suffisantes pour la population mondiale,



est encore plus proche. La demande en pétrole ne va pas en profiter à très court terme, mais de façon certaine à moyen et long terme", a indiqué M. Tonhaugen. Lundi dernier déjà, l'annonce par les laboratoires américain Pfizer et allemand BioNTech que leur candidat vaccin était

"efficace à 90%" contre la Covid-19 avait déclenché un bond des prix du brut, qui ont finalement engrangé plus de 8% sur la semaine.

Plus tôt dans la journée, plusieurs observateurs de marché avaient mis en avant le soutien apporté par les données sur la

consommation en Chine en octobre, dévoilées lundi par le Bureau national des statistiques (BNS), pour expliquer la hausse des cours de l'or noir.

Le marché se veut également optimiste au sujet de la réunion mardi des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés, Russie en tête, via l'accord Opep+. Désormais mensuelle et par visioconférence, cette réunion « pourrait recommander de ne pas augmenter la production comme convenu de près de 2 millions de barils par jour à partir de janvier, mais de le faire trois ou même six mois plus tard », a expliqué Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank.

L'accord en vigueur prévoit pour l'instant que le retrait volontaire actuel du marché de 7,7 millions de barils par jour – répartis entre les différents signataires, et sans compter les éventuels rattrapages des retardataires – sera ramené à 5,8 millions à compter de janvier 2021.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Une menace bien plus grande que la Covid-19

Il est "urgent" d'agir face au réchauffement climatique, qui est une catastrophe "de plus grande ampleur" que la Covid-19, et contre lequel il n'y a en plus pas de vaccin, a alerté la Croix-Rouge mardi. Les changements climatiques n'attendent pas que le Covid-19 soit maîtrisé pour continuer à emporter des vies, observe la Fédération internationale des sociétés de la Croix-rouge et du Croissant-rouge (FICR) dans un rapport sur les catastrophes dans le monde depuis les années 1960. Selon cette organisation basée à Genève, plus de 100 catastrophes ont eu lieu entre mars -quand la pandémie de coronavirus a été annoncée par l'Organisation mondiale de la santé-, et septembre, et plus de 50 millions de personnes ont été touchées. "Bien sûr, la Covid est là, elle affecte nos familles, nos amis, nos parents et (...) c'est une crise très, très grave à laquelle le monde est confronté actuellement", a reconnu le Secrétaire général de la FICR, Jagan Chapagain, en conférence de presse. Mais, "à notre avis, le changement climatique aura un impact plus important à moyen et long terme sur la vie humaine et sur la

Terre" que la Covid-19, qui a fait au moins 1,3 million de morts depuis fin 2019, a-t-il affirmé. D'autant que "si nous avons de la chance, nous aurons un vaccin contre la Covid l'année prochaine et si tout va bien dans quelques années, nous devrions être en mesure de gérer l'impact de la Covid-19", a-t-il dit, en constatant avec amertume: "malheureusement, il n'existe pas de vaccin contre le changement climatique". "Il faudra une action et des investissements beaucoup plus durables, pour réellement protéger la vie humaine sur cette Terre", a-t-il conclu, appelant chaque individu à agir. Déjà, observe la FICR, la fréquence et l'intensité des phénomènes climatologiques augmente considérablement, avec davantage de tempêtes de catégorie 4 ou 5, davantage de vagues de chaleur battant des records de températures et davantage de fortes pluies, entre bien d'autres extrêmes. Rien qu'en 2019, il y a eu 308 catastrophes déclenchées par des aléas naturels, tuant environ 24.400 personnes dans le monde. 77% étaient des catastrophes climatiques ou météorologiques. Le nombre des catastrophes climatiques et météorolo-

giques augmente depuis les années 1960, et a progressé de près de 35% depuis les années 1990. La proportion des catastrophes attribuables à des phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes a, elle aussi, nettement augmenté pendant cette période, passant de 76% dans les années 2000, à 83% dans les années 2010.

Notre survie est menacée

Les catastrophes provoquées par des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ont tué plus de 410.000 personnes ces dix dernières années, en grande majorité dans des pays à revenu faible ou moyen inférieur. Les vagues de chaleur, suivies des tempêtes, ont été les plus meurtrières. Face à ce défi qui "menace littéralement notre survie sur le long terme", la FICR appelle la communauté internationale à agir sans plus attendre. L'organisation estime, que quelque 50 milliards de dollars seraient nécessaires chaque année, pour répondre aux besoins en matière d'adaptation que 50 pays en développement ont définis pour la prochaine décennie. "Ce montant est déri-

soire au regard de la riposte mondiale aux répercussions économiques de la pandémie", assure la FICR. L'organisation déplore, par ailleurs, que nombre de pays hautement vulnérables au changement climatique sont laissés pour compte et ne reçoivent qu'une aide relativement modeste. Le rapport montre ainsi qu'aucun des vingt pays les plus vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes climatiques et météorologiques, comme la Somalie, figurait parmi les vingt principaux bénéficiaires par personne des financements au titre de l'adaptation aux changements climatiques.

CORONAVIRUS

1 002 nouveaux cas en 24h, la barre des 1 000 contaminés franchie pour la première fois

La barre symbolique des 1.000 contaminés a été franchie, pour la première fois depuis le début de la pandémie fin février. 1.002 nouveaux cas de Covid-19 ont été recensés, ce mardi 17 novembre 2020, selon le bilan officiel du Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie du coronavirus. Le nombre des contaminés atteint ainsi les 69.591 malades depuis le printemps dernier.

De même source, on déplore 18 nouveaux décès, pour atteindre un total de 2.186 victimes. On fait aussi état de 611 nouvelles guérisons, soit un total de 45.699 personnes rétablies.

Pour la première fois, le nombre de personnes contaminées a augmenté de 92 nouveaux cas en 24h. Une hausse qui renforce les déclarations des médecins qui multiplient leurs alertes concernant une aggravation inquiétante de la situation. Les services dédiés à la Covid-19 dans les hôpitaux affichent complet et on n'hésite plus à affirmer que le nombre de lits en réanimation dans la capitale est totalement saturé.

ART CONTEMPORAIN

L'exposition algérienne "Al-Tiba9" intègre le concours "ARTE LAGUNA" de Venise

L'exposition d'art contemporain "Al-Tiba9", créée par le designer et artiste performeur Mohamed Benhadj, intègre le Prix "ARTE LAGUNA", l'un des concours d'art contemporain les plus célèbres de l'Arsenal de Venise. "Al-Tiba9" devient le seul événement algérien d'art contemporain établi officiellement sur la scène internationale d'art. Mohamed Benhadj sélectionnera le gagnant et lui décernera le Grand Prix du "International Festivals and exhibitions", le 13 mars 2021 à l'Arsenal. "EN 2015, j'étais finaliste en

section Performance Art avec mon travail "God will know his Own". J'ai fait ma performance en direct à l'Arsenal de Venise. En 2018, après le lancement surprenant de la section fashion design à Barcelone et une version nouvelle et moderne d'Al-Tiba9, Arte Laguna Prize me propose un partenariat culturel que j'ai enfin accepté en 2020", précise l'artiste et commissaire de l'évènement Mohamed Benhadj. Al-Tiba9, créée par Mohamed Benhadj, commissaire d'expo, designer et artiste performeur, en 2013, est une exposition internationale d'art

contemporain, de performance et de design et de mode, qui s'organise chaque année à Alger depuis 7 ans.

En 2017, Mohamed Benhadj a étendu sa philosophie à Barcelone, où il réside, en Espagne, et où il a introduit un nouveau mélange surprenant de performance et de design de mode créant une plate-forme alternative, permettant aux créateurs de mode indépendants de s'exprimer librement et de les initier au monde de l'art. Mohamed Benhadj est seul artiste algérien finaliste du grand prix Arte Laguna Prize.